

Orban se rapproche de la sortie du PPE

UE Le bras de fer entre le Hongrois et le leader de la droite européenne se poursuit

► Partira, partira pas ? A deux mois et demi des élections, Viktor Orban continue de vampiriser l'attention de sa famille politique au Parlement.
► Manfred Weber, qui souhaite le rencontrer à Budapest, a admis ce dimanche qu'un pas de plus vers la sortie avait été franchi.

Nouveau chapitre pour la saga Orban qui n'en finit pas de créer du remous au sein de la droite européenne. Dimanche, c'est Manfred Weber, chef de file du Parti populaire européen (PPE), qui accentuait la pression sur le dirigeant hongrois, estimant, dans une interview accordée au journal dominical *Welt am Sonntag*, qu'il se rapprochait de plus en plus de la sortie.

A deux mois et demi des élections, le PPE s'échine à gérer son membre le plus sulfureux. Pour rappel, douze partis membres du premier groupe politique du Parlement européen, ont officiellement demandé « l'exclusion ou la suspension » de Viktor Orban et de son parti le Fidesz. Une procédure risquée, si proche d'un scrutin, qui ne laisserait que peu de place au suspense : Orban doit partir, de force ou de

gré.

La semaine passée, la réponse de Budapest a été claire : pas question de céder à l'ultimatum fixé par le chef de file de la droite européenne. Dans une lettre ouverte à la présidence du PPE, Manfred Weber, qui conduira cette liste aux Européennes de mai et est à ce titre susceptible de succéder à Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission, a posé mardi plusieurs conditions pour que le Fidesz de Viktor Or-

ban demeure membre. Et a demandé au leader populiste d'amender ses positions nationalistes s'il veut éviter une exclusion du parti. Des conditions qu'il savait inacceptables, nous glissait une source au sein du PPE. En toute logique donc, le porte-parole du gouvernement national-conservateur a opposé une fin de non-recevoir, enfonçant le clou sur Twitter : « Il y a une chose qui est plus importante que la discipline de parti, c'est la défense des valeurs chrétiennes européennes et l'arrêt de l'immigration. Nous ne pouvons pas céder sur cela. »

Orban garde la main

Dans les colonnes du *Welt*, Manfred Weber a persisté ce dimanche. Une manière d'accélérer le départ de Viktor Orban ? S'il a le sentiment que le Hongrois « veut rester au PPE », le chef de file de la droite européenne estime que « ce qui est aujourd'hui sur la table ne suffit

pas » et qu'il allait faire en sorte de rencontrer le leader populiste à Budapest : « Je veux essayer de lui faire comprendre qu'il est en train de sortir du PPE. [...] Il ne s'agit pas d'un conflit est-ouest ou d'un désaccord sur la politique d'immigration comme on le prétend, mais des valeurs du PPE et de l'UE. »

Peu de chances que Manfred Weber parvienne à imposer son tempo. Vendredi, Viktor Orban se posait en maître des horloges : « Nous avons plusieurs possibilités. Et c'est le Fidesz qui prendra sa décision de se maintenir ou de quitter le PPE ». À la radio hongroise, le Premier ministre a donné de nouvelles pistes

concernant l'avenir européen du Fidesz et a évoqué sa volonté de transformer le parti de l'intérieur : « Je serai dimanche en Pologne, dont le parti au pouvoir n'est pas membre du PPE, a indiqué le dirigeant national-conservateur lors d'une allocution à la radio hongroise. Je préférerais réformer le PPE pour que les forces anti-immigration comme

nous y aient toute leur place, mais clairement si nous devons envisager autre chose, c'est avec la Pologne que nous négocierons en premier. » Reste à savoir si Viktor Orban attendra que le bureau politique statue sur son sort le 20 mars prochain ou s'il décidera de suivre son propre agenda. ■

MARINE BUISSON

FRANCE-ALLEMAGNE**AKK s'oppose à Macron**

Les élections européennes tourneraient-elles à l'affrontement entre la France et l'Allemagne ? Annegret Kramp-Karrenbauer, dite « AKK », nouvelle patronne de la CDU, a esquissé les contours de sa vision de l'Europe, dans une tribune publiée chez nos confrères allemands du *Welt am Sonntag*. Une réponse à la tribune sur l'Europe qu'Emmanuel Macron a publiée la semaine passée.

Des propositions allant de la suppression du siège de Strasbourg pour le Parlement européen au refus de la mutualisation des dettes entre Etats membres jusqu'à l'octroi à l'Union européenne d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. De quoi relancer la campagne des européennes... et alimenter des mois de discussions entre Français et Allemands.

M.BN